

D'une façon ou d'une autre, il faut cependant admettre que les jeunes sont défavorisés sur le marché du travail. Il n'est pas nécessairement sain de voir se perpétuer une telle aliénation, avec comme seule excuse que la jeunesse est un état temporaire, monsieur l'Orateur. Des programmes spéciaux s'imposent pour aider les jeunes à s'intégrer à la vie active, pour autant qu'ils ne désavantagent pas d'autres groupes ou qu'ils ne tentent pas de les isoler davantage. Des arguments peut-être plus pratiques que celui d'offrir une chance égale à chacun soutiennent la mise en place de programmes spéciaux pour combattre le chômage des jeunes. Il est de toute première importance d'assurer une relève de la main-d'œuvre de haute qualité. Le découragement et la désillusion au premier contact avec la vie active peuvent promouvoir une attitude de révolte qui peut laisser longtemps ses traces chez les jeunes travailleurs. Le chômage et l'instabilité empêchent l'acquisition de bonnes habitudes de travail et tentent à isoler davantage les jeunes de la vie active.

Dans certains cas, le chômage des jeunes engendre une hausse de la criminalité. Ce problème est particulièrement aigü dans les grandes villes américaines et canadiennes où le chômage des jeunes engendre une hausse du nombre des suicides, de la violence, de la prostitution et de la consommation de drogues. Il devient très difficile après un certain temps de soustraire certains jeunes à leur métier illicite. Dans les pays européens les moins stables, par exemple en Italie, on craint que le chômage des jeunes puisse engendrer une montée de la violence et de l'anarchie. On pourrait continuer longuement, monsieur l'Orateur, à épiloguer sur le problème des jeunes, mais j'aimerais traiter d'autres questions en ce qui touche le budget.

● (1520)

[Traduction]

Comme je l'ai dit dans mon discours hier, monsieur l'Orateur, le budget n'offre rien aux jeunes Canadiens que de vieilles promesses et de vagues solutions. Non, les mesures proposées aggraveront le chômage et feront monter les prix à un niveau qu'ils n'ont pas atteint depuis l'époque des gouvernements conservateurs qui ont connu le sort que vous savez, monsieur l'Orateur.

[Français]

On a un budget qui haussera d'environ \$380 par année le coût moyen du transport et du chauffage pour une famille canadienne moyenne. Pour un producteur moyen de lait au Québec, il s'agit d'une hausse de près de \$800 par année. Au mois d'avril dernier, à la Chambre de commerce de Québec, le chef progressiste conservateur, en pleine campagne électorale, annonçait qu'il allait augmenter la croissance économique du pays de plus de 5 p. 100, qu'il allait réduire le taux de chômage à 5½ p. 100 et qu'il allait ramener le taux d'inflation à 5 p. 100. Dans ce budget, monsieur l'Orateur, au lieu d'atteindre un objectif de croissance de 5 p. 100, les progressistes conservateurs prévoient dans leurs documents budgétaires une croissance moyenne de 3 p. 100 seulement jusqu'en 1985. Et c'est ce qu'ils prévoient, ce sera probablement moindre. Et pour 1980, le gouvernement prévoit dans ses documents budgétaires une croissance économique réelle de seulement 1 p. 100.

Au lieu de ramener le taux de chômage à 5½ p. 100 en 1985, les progressistes conservateurs ont préféré, comme l'indiquent les prévisions de leur budget, le faire passer de 7.3 p. 100

cette année à 8.3 p. 100 l'an prochain, et ils ne semblent même pas vouloir essayer d'en arriver au taux actuel, même en 1985. Au lieu de ramener l'inflation à 5½ p. 100, il est maintenant certain que les politiques conservatrices feront passer le taux actuel de 9.3 p. 100 à plus de 100 p. 100 au cours des deux prochaines années et qu'il n'y aura qu'un très faible ralentissement par la suite.

Avant de terminer, monsieur l'Orateur, il y a un autre aspect du problème que l'on doit examiner, soit celui des relations fédérales-provinciales. Depuis six mois, ce nouveau gouvernement prêchait une nouvelle ère dans les relations fédérales-provinciales, une ère de consultation, de non ingérence et de collaboration. Avec ce budget, on voit quels résultats ont été obtenus, monsieur l'Orateur. Plusieurs premiers ministres, même conservateurs, condamnent le budget; d'autres premiers ministres, comme celui de la Colombie-Britannique, disent que sa tendance est ignorée par les mesures du budget gouvernemental. En ce qui concerne le Québec, la situation est très simple et se résume à cet en-tête de journal:

[Traduction]

«Budget will help PQ win votes: Parizeau».

M. Parizeau a dit hier que la mesure était insensée économiquement parlant. Du point de vue politique, elle fournit au Québec une «occasion en or» de montrer comment le fédéralisme dessert les intérêts du Québec...

Selon le gouvernement du Québec, la majoration de la taxe sur l'essence saignera la province de 600 millions de dollars, en annulant pratiquement les avantages que le Québec retire des subventions fédérales au pétrole importé.

[Français]

Monsieur l'Orateur, lorsqu'on a demandé à l'honorable premier ministre d'intervenir dans le débat référendaire, on avait l'impression qu'il allait le faire pour les forces fédéralistes. Malheureusement, avec des déclarations comme celles de M. Parizeau, on voit que ça sera plutôt les forces indépendantistes qui vont profiter de la situation. Avec les mesures que comporte ce budget, monsieur l'Orateur, le gouvernement progressiste conservateur a réussi à créer chez les indépendantistes qui étaient en pleine crise d'unité un point de ralliement. Le ministre des Finances du Québec a déclaré qu'il entend exploiter ce budget au maximum pendant la période référendaire. Ce n'est pas cette participation-là, monsieur l'Orateur, qu'on demandait de l'honorable premier ministre. On voulait une participation qui aurait aidé les forces fédéralistes. Pour cette raison et bien d'autres, il me semble évident que tous les députés de l'opposition doivent tout faire pour défaire ce gouvernement le plus rapidement possible.

[Traduction]

M. Bob Jarvis (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, à titre de nouveau député, je suis fier de faire mon premier discours à la Chambre pour appuyer le budget du ministre des Finances (M. Crosbie). C'est le premier budget depuis plus de dix ans dans lequel un ministre des Finances et un gouvernement ont le courage et la force morale d'être honnêtes et francs envers le peuple canadien. Le budget expose nos problèmes en détail, prescrit les sacrifices à faire pour y remédier, nous met sur la voie de la réforme financière et détermine les étapes vers l'autosuffisance énergétique. Il reconnaît et remplit en même temps l'obligation et le devoir que nous avons de venir en aide à ceux que l'infirmité, l'âge ou des circonstances auxquelles ils ne peuvent rien ont rendu incapables de surmonter les difficultés de la dernière décennie.